



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Décision relative à la réalisation d'une évaluation environnementale prise en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, après examen au cas par cas du projet de boisement de terres agricoles au lieu dit « La Foretterie » sur la commune de Le Bouillon (Orne)

**LE PRÉFET DE LA RÉGION NORMANDIE,
PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier des Arts et des Lettres**

- vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R. 122-2, R. 122-3 et R. 122-6 ;
- vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de Monsieur Jean-Benoît ALBERTINI en qualité de préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- vu l'arrêté préfectoral n° SGAR / 23-036 du 30 janvier 2023 portant délégation de signature à Monsieur Olivier MORZELLE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie ;
- vu la demande d'examen au cas par cas n° 2024-5458 relative au projet de boisement de terres agricoles au lieu dit « La Foretterie » sur la commune de Le Bouillon (Orne), déposée par Madame Nathalie GUILLEMIN et reçue complète le 2 juillet 2024 ;
- vu la contribution de l'agence régionale de santé de Normandie en date du 12 juillet 2024 ;
- vu la consultation de la direction départementale des territoires de l'Orne en date du 2 juillet 2024 ;

Considérant la nature du projet qui consiste à boiser de 5 560 plants des parcelles d'une contenance totale d'environ 4 hectares, au lieu dit « La Foretterie » sur la commune de Le Bouillon dans le département de l'Orne, dans le but de conservation de patrimoine foncier et de production de bois;

Considérant que le projet relève de la rubrique n° 47 c) concernant les « *premiers boisements et déboisements en vue de la reconversion des sols* » du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement, rubrique pour laquelle un examen au cas par cas est prévu afin de déterminer si la réalisation d'une évaluation environnementale est nécessaire ;

Considérant que le projet prévoit :

- le maintien de toutes les haies et lisières forestières actuelles, avec le maintien d'une bordure non boisée de 8 mètres entre elles et le boisement ;
- dans sa phase de travaux, la préparation du terrain par sous solage derrière tracteur, puis passage de rotovator, avant plantation à la main en mars 2025, à densité de 1400 plants/ha pour les feuillus, à raison de 17 % de merisier, de 17 % de châtaignier, de 17 % d'érable sycomore, de 17 % de robinier et de 31 % de chêne rouge, avec protection individuelle contre le gibier ;
- dans sa phase d'exploitation, la réalisation de plusieurs éclaircies par rotation de coupe ;

Considérant que le projet est situé :

- sur les parcelles OX 0080 et OX 0094, au lieu-dit « La Foretterie » sur terres agricoles (prairies permanentes) sur la commune de Le Bouillon dans le département de l'Orne ;
- au sein du Parc Naturel Régional du Perche ;
- en dehors de tout site Natura 2000, mais à proximité de la zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (Znieff) de type II « *Massif forestier d'Ecouvres et ses Marges* » ;
- en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable ;
- en bordure d'une zone fortement prédisposée à être une zone humide, dans un secteur repéré pour des risques d'inondation par débordement de nappe ;

Considérant les modifications apportées par le pétitionnaire, visant à revoir le plan de plantation afin d'éviter les zones humides ;

Considérant ainsi qu'au regard de l'ensemble des éléments fournis et des considérations mises en avant par le pétitionnaire pour la réalisation de son projet, celui-ci n'apparaît pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et la santé humaine ;

DÉCIDE

Article 1^{er}

Le projet de boisement de 4 ha de terres agricoles au lieu dit « La Foretterie », sur la commune de Le Bouillon (61) **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives et procédures auxquelles le projet peut être soumis. Une nouvelle demande d'examen au cas par cas serait exigible si les éléments de contexte ou les caractéristiques du projet présentés dans la demande examinée venaient à évoluer de manière significative.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie : <http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr>.

Fait à Rouen, le 26 juillet 2024

Pour le préfet de la région Normandie et par délégation,
le directeur régional de l'environnement,
de l'aménagement et du logement,

Olivier MORZELLE

Voies et délais de recours

Les recours gracieux, hiérarchique ou contentieux sont formés dans les conditions du droit commun. Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux, un recours administratif préalable est obligatoire. Il peut être gracieux ou hiérarchique et doit être formé dans un délai de deux mois suivant la mise en ligne de la présente décision. Un tel recours suspend le délai du recours contentieux.

Le recours gracieux doit être adressé à :

*Monsieur le préfet de la région Normandie
Secrétariat général pour les affaires régionales
7 place de la Madeleine
CS16036
76 036 ROUEN CEDEX*

Le recours hiérarchique doit être adressé à :

*Monsieur le ministre de la Transition écologique
Ministère de la Transition écologique
Hôtel de Roquelaure
246 boulevard Saint-Germain
75 007 PARIS*

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique. Il doit être adressé au :

*Tribunal administratif de Rouen
53 avenue Gustave Flaubert
76 000 ROUEN*

Ce dernier peut être également saisi par l'application Télérecours citoyens, accessible par le site www.telerecours.fr